

NOUS EXIGEONS L'ARRET IMMEDIAT DES VIOLENCES D'ETAT CONTRE LES POPULATIONS INDIGENES DE NOTRE AMAZONIE ET LE RESPECT DE LEURS DROITS

C'est sur un bilan de plusieurs dizaines de morts et de blessés, principalement parmi les membres du peuple indigène *Awajun*, que s'est achevée aujourd'hui l'expulsion des positions qu'ils occupaient à Bagua, dans la zone de Corral Quemado y Curva del Diablo. On compte parmi les victimes de ce massacre le président du Comité de Lutte Provinciale de Condorcanqui, M Santiago Manuin Valera, décédé à la suite d'une intervention policière qui s'est terminée, ainsi que l'ont dénoncé les habitants et les autorités de Bagua, à coup de "tirs de guerre".

Les peuples indigènes de notre Amazonie se mobilisent pour défendre les territoires ancestraux qu'ils occupent dans les forêts haute et basse de notre Amazonie, territoires qui se caractérisent par une extraordinaire biodiversité, propre à l'écosystème du versant oriental de notre forêt, et que les peuples indigènes ont préservé durant des siècles.

Ce territoire est aujourd'hui affecté et diminué par l'exploitation croissante et irrationnelle des ressources comme l'or, le bois, le pétrole et le gaz, menée sans aucun respect pour les zones protégées par les communautés selon un modèle de préservation dont les objectifs sont d'assurer la stabilité des terres et des bois et de maintenir la qualité et la quantité de l'eau, l'équilibre écologique et un environnement adapté à son développement. Nombre de ces exploitations correspondent à des zones données en concession par le gouvernement péruvien aux entreprises transnationales, qui s'installent sur ces territoires en ignorant les droits des communautés natives chargées de leur gestion et sans procéder à une évaluation de la compatibilité de leur activité avec les zones protégées et de la manière dont elles affectent leur préservation.

Ainsi que l'ont soutenu les évêques amazoniens le 5 mai dernier, "*au nom d'un concept de développement biaisé, l'Etat autorise la déforestation d'importantes surfaces de forêts primaires en faveur d'entreprises nationales et transnationales en vue de la plantation de paume à huiles, de canne à sucre et autres. [Et] personne n'ignore la contamination des fleuves par le plomb et d'autres métaux lourds et substances toxiques, conséquence de l'activité minière (formelle et informelle) et de l'extraction de pétrole de manière irresponsable. Nous sommes également témoins de la coupe du bois réalisée sans distinction et sans aucun contrôle.*"

Par l'intermédiaire de décrets législatifs promulgués par le gouvernement en profitant de manière abusive et inconstitutionnelle des pouvoirs délégués concédés dans le cadre de la mise en oeuvre du Traité de Libre Commerce signé avec les Etats Unis, l'Etat péruvien veut permettre aux transnationales d'agir à leur guise dans les réserves communales et les zones protégées. En procédant de la sorte, l'Etat péruvien méconnaît le fait que les droits défendus par les peuples indigènes non seulement sont reconnus par des Pactes, Conventions et Accords liant le Pérou, qui s'est engagé à les honorer en les ratifiant, mais engagent sa responsabilité devant la communauté internationale.

Les mesures législatives promulguées par le gouvernement, et que le Congrès s'est refusé jusqu'à aujourd'hui à réviser ou abroger, nient la reconnaissance de l'égalité de la valeur et de la dignité des peuples indigènes par rapport à celles des autres populations membres de cette nation, en tant que composante du caractère pluriethnique et plurinational d'un pays au sein duquel tous les peuples qui le composent doivent être considérés comme égaux.

Ils nient également leur droit à l'exercice de leur identité (entendue comme l'usage de leur langue, de leurs noms, de leurs toponymes, de leur culture et de leur religion), mais également leurs formes propres de développement, de croissance et d'évolution.

Nous, signataires, répudions ces faits et lançons un appel au gouvernement, en premier lieu pour que soit immédiatement mis fin à l'état de siège et que cesse la violence contre nos frères d'Amazonie, illustrée par le terrible bilan des victimes que nous avons aujourd'hui à déplorer. Nous lui demandons d'arrêter les agressions, devenues systématiques au cours de ces dernières semaines, contre l'AIDSESP¹ et ses responsables et d'ouvrir avec cette dernière un espace de dialogue, dans le respect et la sincérité, afin de prendre en considération les intérêts légitimes qu'elle représente.

Ainsi que l'a exprimé le Forum Permanent pour les Questions Indigènes de l'ONU, organe consultatif du Conseil Economique et Social des Nations Unies, par l'intermédiaire de sa présidente, Victoria Tauli Corpuz, nous rappelons au gouvernement péruvien l'obligation de consulter et de respecter les droits des peuples indigènes à laquelle il est tenu par ses engagements de l'Accord 169 de l'OIT, et d'assurer le plein respect des droits des communautés sur les terres traditionnelles, les territoires et leurs ressources, ainsi que le consentement libre, préalable et informé de celles-ci.

Enfin, nous appelons la communauté nationale et internationale à se mobiliser pour empêcher la tenue d'un génocide dans notre Amazonie et sauvegarder le droit de nos peuples indigènes à leur libre détermination.

C'est en établissant le dialogue que se résolvent les conflits,
pas en brisant des vies

Lima, 5 juin 2009

>>> Envoyer les signatures à: rocioval@speedy.com.pe

Jubileo Perú, Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD), Asociación nacional de Centros (ANC), Conferencia Nacional sobre Desarrollo Social (CONADES), Red Latinoamericana de Deuda, Derechos y Desarrollo (Latindadd), Llamado mundial de Lucha Contra la Pobreza Capítulo Perú, Grupo Red de Economía Solidaria del Perú (GRESPE), Género y Economía, Movimiento Ciudadano frente al Cambio Climático (MOCICC), Forum Solidaridad Perú, Centro de Asesoría Laboral del Perú (Cedal), Grupo Propuesta Ciudadana Jubileo Sur, Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, Observatorio Internacional de la Deuda, Red Brasil, Centro de Derechos, Económicos y Sociales del Ecuador, Jubileo Guayaquil, Alternativa Infostelle Perú, Instituto Bartolomé de las Casas, CEPES, DESCO, Red Globalización y Equidad, Colectivo Ciudadano Para que no se repita, SER, IPEDEHP, IDL, COINCIDE, Instituto Alameda, Asociación de Profesores de Políticas Latinoamericana de la Universidad de Oklahoma, CGTP, CCP, SIDESP, Red DESC Ica, Movimiento Comunitario Alfa y Omega, FENTAP, CEPDUR, CENAPRODEP, FENPUP, APCIJEP, Foro Mype, Coordinadora Política Social del Cono Sur, FNTTP, Fedecall La Libertad, Fentrep, Femocpaalm, Secretaría Regional Lésbica, Red Mitimaes, Comité peruano por el derecho a una Vivienda Digna, Alliance Internationale des Habitants

¹ AIDSESP : Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana – Association interethnique de développement de la forêt péruvienne